

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE N°2026-01

**TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE, INFOGERANCE ET
HEBERGEMENT DE L'OUTIL DE GESTION DES COTISATIONS
COLLECTEES PAR LA CGLLS « GESCO »**

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n°2026-01-01

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES :

Mardi 10 mars 2026 à 12 heures

Acheteur :

Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS)

10 avenue Ledru Rollin - 75012 Paris

Site internet : <https://www.cglls.fr>

N°SIRET 180 092 272 00020

Le présent document contient 25 pages, numérotées de 1 à 25.

SOMMAIRE

1	Objet de l'accord-cadre	4
2	Forme et durée de l'accord-cadre	4
2.1	Allotissement	4
2.2	Forme	4
2.3	Montant	4
2.4	Durée	5
3	Pièces constitutives de l'accord-cadre	5
4	Cotraitance et sous-traitance	6
4.1	Cotraitance	6
4.2	Sous-traitance	6
5	Marché de prestations similaires	6
6	Conduite des prestations	6
6.1	Intervenants	6
6.2	Remplacement des intervenants	7
7	Modalités de passation des commandes et d'exécution des prestations	7
7.1	Contenu des bons de commande	7
7.2	Transmission des bons de commande	8
7.3	Modalités de commande des postes 1, 2, 4, 5 et 6	8
7.4	Modalités de commande des poste 3 et 7	8
8	Clause de réexamens	9
9	Engagements du titulaire	10
9.1	Obligations de moyen et résultat	10
9.2	Obligations de conseil et d'alerte	10
9.3	Obligations de confidentialité	10
9.4	Continuité de service	11
9.5	Mesures de sécurité	11
9.6	Sécurité, résilience et conformité au règlement DORA	11
10	Constatation de l'exécution des prestations	12
10.1	Vérification des prestations	12
10.2	Décision après vérification des prestations	13
11	Garantie	13
12	Pénalités	14
12.1	Pénalités de retard	14
12.2	Pénalités pour indisponibilité	14
12.3	Pénalités applicables à la phase de réversibilité	15
12.4	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	16
13	Avance	16
14	Modalités financières	16
14.1	Caractéristiques et contenu des prix	16
14.2	Modalités d'application du prix forfaitaire annuel	16
14.3	Révision des prix	17
14.4	Modalités de facturation et de paiement	17
14.5	Modalités de paiements	18
14.6	Délai de paiement – Intérêts moratoires	19
14.7	Coordonnées bancaires du Titulaire	19
15	Propriété intellectuelle	19
16	Conditions d'arrêt et de résiliation de l'accord-cadre	20

16.1	Arrêt de l'exécution des prestations.....	20
16.2	Résiliation	20
17	Dispositions diverses	20
17.1	Langue.....	20
17.2	Assurance.....	20
17.3	Nantissement ou cession de créance	21
17.4	Modification de l'accord-cadre	21
18	Protection des données à caractère personnel	22
19	Droit applicable - Litiges.....	25
20	Liste récapitulative des dérogations au CCAG-TIC	25
21	Annexe	25

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet la réalisation de prestations de tierce maintenance applicative (TMA), d'infogérance et d'hébergement de l'outil de gestion des cotisations collectées par la CGLLS , nommé « GESCO ».

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP n°2026-01-01).

2 FORME ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti. Il s'agit d'un marché à caractère homogène ne permettant pas un allotissement.

2.2 Forme

Le présent marché est un marché de prestations de services informatiques. Il comprend également des prestations intellectuelles.

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, mono-attributaire.

Les prestations sont réparties en sept (7) postes (P) :

Poste 1	Prestations de bascule (Titulaire reprenneur)
Poste 2	Maintenance corrective et adaptative
Poste 3	Maintenance évolutive
Poste 4	Infogérance (exploitation)
Poste 5	Hébergement
Poste 6	Réversibilité (Titulaire sortant)
Poste 7	Exigences de sécurité, de résilience et de conformité réglementaire

Traitement particulier du Poste 1 – Prestations de bascule

Le poste concerne les prestations de bascule destinées à assurer la reprise de l'accord-cadre en cas de changement de Titulaire à l'issue de la présente consultation.

Ce poste est exclusivement destiné aux candidats ne détenant pas le marché en cours.

Pour les candidats concernés, le prix renseigné au titre du Poste 1 est réputé ferme et opposable contractuellement. Les prestations du Poste 1 sont susceptibles d'être mises en œuvre uniquement en cas de changement effectif de Titulaire.

Lorsqu'elles sont mises en œuvre, elles donnent lieu à l'émission d'un bon de commande et sont rémunérées sur la base des prix contractuels figurant au bordereau des prix.

2.3 Montant

L'accord-cadre est conclu **sans minimum et avec un maximum en valeur pour toute la durée du marché**, conformément à l'article R.2162-4-2° du Code de la commande publique.

Le montant maximum de l'accord cadre est fixé à cinq cent mille (500 000) euros hors taxes, soit six cent mille (600 000) euros toutes taxes comprises, pour toute la durée du marché, reconductions comprises.

Le Titulaire ne peut formuler de réclamation au motif que le montant maximum de l'accord-cadre n'est pas atteint.

Les bons de commande sont émis dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique au fur et à mesure des besoins, sur la base des prix indiqués sur le Bordereau de Prix complété par le Titulaire.

2.4 Durée

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de deux (2) ans à compter de la date de notification au Titulaire. Les bons de commande seront notifiés par la CGLLS au fur et à mesure des besoins.

L'accord-cadre peut être reconduit expressément, une fois, pour une même durée. La durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, ne pourra excéder quarante-huit (48) mois.

La décision de reconduction est notifiée au Titulaire électroniquement, au moins trois (3) mois avant l'échéance. La notification électronique peut prendre la forme d'un envoi par mail avec demande d'accusé de réception, ou d'une transmission sur le profil acheteur de la CGLLS : la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE).

Le Titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction de l'accord-cadre.

A défaut d'une telle notification, l'accord-cadre n'est pas reconduit. La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

3 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, l'accord-cadre est régi par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement n°2026-01-DFC (formulaire ATTRI1) et ses annexes à savoir la mise au point éventuelle du marché, les demandes de précision le cas échéant, le bordereau des prix étant rappelé que le DQE n'a pas valeur contractuelle,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n°2026-01-02 et ses 8 annexes,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Technologie de l'Information de la Communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- l'offre technique du Titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre des documents constitutifs de l'accord-cadre, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Le CCAG-TIC applicable est une pièce générale, accessible sur le site de Légifrance <http://www.legifrance.gouv.fr> Cette pièce non fournie est réputée connue du Titulaire du marché.

Les dérogations au CCAG-TIC figurent au dernier article du présent document.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les conditions générales du Titulaire non acceptées explicitement par la CGLLS ou contraires aux stipulations du présent accord-cadre, ne sont pas opposables à la CGLLS.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-TIC, seules les copies de l'acte d'engagement et son annexe financière seront notifiées au Titulaire. L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché, sera remis sans frais sur demande écrite du Titulaire.

Modalités de conservation et de diffusion des documents de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du Code de la commande publique, la CGLLS conserve pendant une durée minimale de cinq (5) ans :

- à compter de la date de signature du marché, les candidatures et les offres ainsi que les documents relatifs à la procédure de passation,
- à compter de la fin de l'exécution du marché, les pièces contractuelles du marché, dont les originaux de l'acte d'engagement, du CCAP et du CCTP qui seuls font foi.

4 COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

4.1 Cotraitance

Il est fait application de l'article 3.5 du CCAG.

En cas de groupement conjoint, la CGLLS exige que le mandataire soit solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

4.2 Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, dans les conditions prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la commande publique, sous réserve :

- de l'acceptation préalable de la CGLLS,
- de l'agrément des conditions de paiement du ou des sous-traitants concernés,
- et de la remise, pour chaque sous-traitant, d'un acte spécial de sous-traitance dûment complété.

En tout état de cause, le recours à la sous-traitance ne dégage en rien le Titulaire de sa responsabilité contractuelle : celui-ci demeure pleinement responsable de la bonne exécution de l'ensemble des obligations découlant du présent accord-cadre, y compris celles confiées à ses sous-traitants.

La sous-traitance totale est formellement interdite.

En cas de sous-traitance, le Titulaire garantit que les contrats passés avec ses éventuels sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent accord-cadre. La CGLLS peut, si elle le souhaite, demander communication du contrat de sous-traitance au moment de la présentation du sous-traitant et en intégrer certains aspects dans l'acte spécial de sous-traitance.

Les personnes physiques intervenant au titre d'une sous-traitance doivent présenter des compétences professionnelles équivalentes à celles exigées du Titulaire pour les tâches confiées. À défaut, la CGLLS se réserve le droit de refuser le sous-traitant proposé, sans que cette décision puisse ouvrir droit à indemnisation au profit du Titulaire.

5 MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, la CGLLS se réserve la possibilité de conclure avec le Titulaire du présent accord-cadre, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché ou un accord-cadre portant sur la réalisation de prestations similaires à celles objet du présent contrat.

La faculté de recourir à cette procédure ne pourra être mise en œuvre que pendant une durée maximale de trois (3) ans à compter de la date de notification du présent accord-cadre.

6 CONDUITE DES PRESTATIONS

6.1 Intervenants

- Représentation de la CGLLS

Dès la notification de l'accord-cadre, la CGLLS désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la CGLLS en cours d'exécution de l'accord-cadre.

- Représentation du Titulaire

Le Titulaire affecte à l'exécution des prestations des personnels disposant des qualifications et compétences requises dans les domaines concernés.

Dès la notification de l'accord-cadre, le Titulaire désigne un ou deux interlocuteurs privilégiés, identifiés comme tels par la CGLLS en qualité de référents pour l'exécution des prestations.

Ces interlocuteurs sont réputés habilités à représenter le Titulaire et à prendre, en son nom, toute décision nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre. Leur désignation emporte présomption de pouvoir.

Ils doivent être joignables les jours ouvrés en France par téléphone, courrier électronique ou courrier postal, y compris s'ils sont basés hors du territoire national.

➡ Ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre technique.

6.2 Remplacement des intervenants

La bonne exécution des prestations du présent de l'accord-cadre dépend en partie des profils mis en place par le Titulaire. Ce dernier reconnaît l'importance pour la CGLLS des profils clés mis en place et décrits dans sa proposition technique et s'efforce d'en assurer la stabilité.

Le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, dans le cas où le Titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, celui-ci transmet à la CGLLS, quinze (15) jours minimum avant le départ effectif de chaque intervenant remplacé, la nouvelle composition de l'équipe en :

- précisant le détail des attributions et rôles respectifs de chaque nouvel intervenant et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe,
- joignant les curriculum vitae détaillés de chacun des intervenants concernés.

La CGLLS peut récuser l'un ou plusieurs des intervenants ainsi proposés pour motifs justifiés. Dans ce cas, le Titulaire dispose de cinq (5) jours maximum pour proposer un ou plusieurs autres intervenants. Les intervenants ainsi proposés sont considérés comme acceptés si la CGLLS ne les récuse pas dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la réception de la communication.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de trois (3) récusations successives motivées par la CGLLS, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire.

7 MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les stipulations ci-après complètent le CCTP.

Les bons de commande émis sur le fondement du présent accord-cadre sont passés en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Ils sont établis sur la base des prix figurant dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Ceux émis avant cette échéance doivent être exécutés, même si l'accord-cadre a expiré entre-temps, dans un délai maximal de six (6) mois suivant la date de fin de validité dudit accord-cadre.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande court à compter de sa notification, sauf indication contraire expressément mentionnée dans ledit bon.

7.1 Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande comporte a minima les éléments suivants :

- la référence de l'accord-cadre,
- le nom et l'adresse du Titulaire,
- la date et le numéro de la commande (n°EJ),

- la désignation, la quantité et le délai d'exécution des prestations,
- les montants hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

7.2 Transmission des bons de commande

Les bons de commande sont transmis par la CGLLS au Titulaire par courrier électronique avec demande d'accusé de réception dans un délai d'un (1) jour ouvré.

➡ Le Titulaire est tenu d'indiquer dans son offre, les coordonnées du service ou de la personne destinataire du bon de commande. En cas de modification, il lui appartient d'en informer la CGLLS sans délai.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, le Titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification du bon de commande pour faire part à la CGLLS, par écrit, de toute observation ou réserve. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté sans réserve.

En cas d'émission de réserves par le Titulaire, un document rectificatif pourra être établi. Ces réserves ne sauraient justifier un refus d'exécution de la prestation.

Le Titulaire ne peut refuser l'exécution d'un bon de commande, sauf cas de force majeure dûment justifié. Il est précisé que le défaut de disponibilité en personnel ne constitue en aucun cas un motif recevable de refus.

7.3 Modalités de commande des postes 1, 2, 4, 5 et 6

Les bons de commande afférents aux postes 1, 2, 4, 5 et 6 sont établis sur la base des prix forfaitaires indiqués dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement. Leur fréquence d'émission est définie comme suit :

- **Poste 1 – Prestations de bascule** : la prestation est commandée uniquement dans le cas où un changement de Titulaire est intervenu à l'occasion du présent marché. Le cas échéant, un bon de commande est émis à la notification de l'accord-cadre.
- **Poste 2 – Maintenance corrective et adaptative, Poste 4 – Infogérance, Poste 5 – Hébergement** : un bon de commande est émis, pour la durée du marché :
 - o soit à la notification de l'accord-cadre (en l'absence d'exécution du poste 1),
 - o soit à l'issue de l'exécution du poste 1, si celui-ci a été commandé.
- **Poste 6 – Réversibilité** : le cas échéant, un bon de commande est émis en fin d'exécution de l'accord-cadre, que celle-ci intervienne à son terme ou par résiliation anticipée.

7.4 Modalités de commande des poste 3 et 7

Les bons de commande relatifs aux **postes 3 – Maintenance évolutive et 7 – Exigences de sécurité, de résilience et de conformité réglementaire** sont émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, sur la base des prix indiqués dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement, au fur et à mesure des besoins exprimés par la CGLLS.

- Demande de devis

Pour le Poste 3 : Maintenance évolutive, les modalités de demande des devis sont détaillées à l'article 4.3 du CCTP.

Pour le Poste – 7 Exigences de sécurité, de résilience et de conformité réglementaire, lorsque la CGLLS souhaite effectuer un audit, elle adresse au Titulaire une expression de besoin par courrier électronique. Le Titulaire transmet une proposition technique et financière dans un délai précisé dans l'expression du besoin.

- Etablissement des devis

Le devis est établi par le Titulaire, à titre gratuit, sur la base des prix du Bordereau des Prix.

Le devis peut faire l'objet d'un examen contradictoire entre la CGLLS et le Titulaire. La CGLLS se réserve la faculté de demander au Titulaire des ajustements techniques et/ou financiers. Dans ce cas, le Titulaire établit un nouveau devis selon les mêmes modalités.

En cas de révision des prix intervenue entre la date d'établissement et celle d'acceptation du devis, la CGLLS demandera au Titulaire d'établir un nouveau devis avec les prix révisés.

- **Durée de validité des devis**

La durée de validité indiquée par le Titulaire dans son devis, ainsi que ses conditions générales de ventes (CGV) ou d'utilisation (CGU), n'ont aucune valeur dans le cadre du présent accord-cadre et ne peuvent être opposées à la CGLLS, sauf disposition spécifique relative aux exigences de fournisseurs tiers (ex. éditeurs de logiciels).

Dans ce cas, le Titulaire joint au devis un justificatif du fournisseur tiers et précise les conséquences d'une commande passée au-delà du délai de validité.

La CGLLS reste libre de commander ou non dans ces conditions.

- **Acceptation / Refus des devis**

Si le devis est accepté par la CGLLS, celle-ci adresse au Titulaire un bon de commande correspondant dans les conditions prévues supra.

La CGLLS se réserve le droit de ne pas donner suite à un devis. Dans ce cas, aucune indemnité ne peut être réclamée par le Titulaire.

8 CLAUSE DE REEXAMENS

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le Titulaire. Il est tenu compte, notamment des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations et des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre.

En complément des dispositions de l'article 27 du CCAG-TIC et en application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, il est prévu les dispositions suivantes :

- **Modification des prix du marché (ajouts, suppression, modification du contenu des prestations)**

Un nouveau Bordereau des Prix peut être substitué pendant la durée de l'accord-cadre, en cas de suppression, de modifications ou d'ajouts de prestations au prix initial du marché sous réserve que cette suppression, cette modification ou cet ajout ne bouleverse pas l'économie du marché.

Dans le cadre de la maintenance corrective et adaptative, le prix pourra être revu à la hausse ou à la baisse pour tenir compte de l'évolution du périmètre de la TMA, notamment par la suppression ou l'ajout de fonctionnalités.

- **Modification des délais**

Dans le cadre de la clause de réexamen, s'il s'avère que le calendrier de réalisation des projets ou les délais d'exécution des prestations prévues dans les bons de commandes doivent être modifiés, du fait de la CGLLS ou d'un tiers, la CGLLS prend contact avec le Titulaire pour convenir de nouveaux délais.

Si ces nouveaux délais sont sans impact financier et sans incidence sur la durée de l'accord-cadre, la validation de ces nouveaux délais fera l'objet d'un simple échange de courrier entre le Titulaire et la CGLLS par messagerie électronique.

Les modifications de l'accord-cadre donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

9 ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Le Titulaire garantit ne pas se trouver en situation de conflit d'intérêts entre les missions confiées dans le cadre du présent accord-cadre et toute autre mission réalisée, que ce soit pour la CGLLS ou pour d'autres entités.

Il lui appartient de déclarer sans délai à la CGLLS toute situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts, dès qu'il en a connaissance et pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

9.1 Obligations de moyen et résultat

Le Titulaire est soumis à :

- une **obligation de moyen** pour l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre, lorsqu'aucun objectif quantifié n'est explicitement prévu,
- une **obligation de résultat**, notamment en ce qui concerne le maintien des fonctionnalités de GESCO. À ce titre, aucune régression de fonctionnement ne saurait être tolérée à la suite d'une intervention du Titulaire.

Il appartient au Titulaire de mettre en œuvre tous les moyens humains, matériels, techniques et méthodologiques nécessaires pour assurer l'exécution conforme des prestations, dans le respect des règles de l'art et des stipulations contractuelles.

En cas de régression applicative consécutive à une évolution ou mise à jour, le Titulaire est tenu d'intervenir sans délai, dans le cadre de la maintenance corrective prévue par l'accord-cadre, jusqu'à complet rétablissement du service.

9.2 Obligations de conseil et d'alerte

Le Titulaire est soumis à une obligation permanente de conseil et d'alerte. À ce titre, il lui incombe de :

- signaler sans délai tout dysfonctionnement, risque ou anomalie détecté dans le cadre de ses prestations,
- informer spontanément la CGLLS de tout élément susceptible de compromettre la bonne exécution de l'accord-cadre ou d'engendrer une rupture de service,
- proposer, le cas échéant, des actions correctives ou préventives, assorties d'un rapport documenté décrivant les risques identifiés, les menaces potentielles, et les préconisations associées.

Le manquement à cette obligation de conseil ne saurait, en aucun cas, permettre au Titulaire de se prévaloir d'un défaut ou d'une incohérence contractuelle pour s'exonérer de ses responsabilités.

9.3 Obligations de confidentialité

Si le Titulaire sous-traite sa prestation, les stipulations ci-dessous s'appliquent au sous-traitant. Le Titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-TIC s'appliquent et sont complétées comme suit :

Les données et la documentation fournis par la CGLLS au titre du présent accord-cadre et tout autre document de quelque nature qu'il soit, résultant de leur traitement ou de leur utilisation, confiées au Titulaire restent sa propriété exclusive.

Le Titulaire s'engage donc à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations et les documents auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces éléments ne peuvent être copiés, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ni utilisés par le Titulaire, hors du présent accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants.

La CGLLS se réserve le droit de demander, à tout moment, la restitution de tous les supports ou documents confidentiels fournis au Titulaire, qui devra alors s'engager à ne conserver aucune copie ou trace de ces éléments.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

9.4 Continuité de service

Dès lors que le Titulaire est sollicité pour assurer une prestation, il lui appartient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'en assurer l'exécution de bout en bout, tout en garantissant les obligations de qualité et de résultats requises.

9.5 Mesures de sécurité

Le Titulaire met en œuvre l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir l'intégrité, la disponibilité, la confidentialité et la continuité des services d'hébergement des outils et des données mis à disposition dans le cadre de l'accord-cadre. Ces mesures incluent notamment :

- les dispositifs de protection contre les intrusions et les pertes de données,
- les mécanismes de sauvegarde et de restauration,
- les modalités de supervision et de gestion des incidents de sécurité,
- les procédures de déploiement des mises à jour correctives, notamment les correctifs de sécurité.

9.6 Sécurité, résilience et conformité au règlement DORA

Le présent accord-cadre s'inscrit dans un contexte réglementaire européen de renforcement de la résilience opérationnelle numérique des entités financières, en particulier à travers le règlement (UE) 2022/2554 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier (règlement DORA).

En tant que prestataire de services TIC intervenant sur GESCO, le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes, en cohérence avec les dispositions du règlement DORA.

- **1. Obligation de sécurité et de résilience opérationnelle**

Le Titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la sécurité, l'intégrité, la disponibilité et la continuité de service des prestations fournies dans le cadre du présent marché.

Il garantit notamment :

- la protection contre les accès non autorisés, intrusions, pertes de données ou indisponibilités du système,
- la détection et la gestion des incidents affectant les systèmes d'information ou les données traitées,
- la mise en œuvre de dispositifs de sauvegarde, de redondance, de restauration et de plan de continuité et de reprise d'activité (PCA/PRA) adaptés aux enjeux de GESCO,
- la limitation et la traçabilité des accès aux environnements sensibles.

- **2. Gestion des risques TIC**

Le Titulaire doit disposer d'un cadre de gestion des risques TIC, couvrant :

- l'identification, l'évaluation, la prévention et la mitigation des risques opérationnels,
- des procédures de contrôle interne, d'alerte et de remontée d'incidents,
- un processus de revue régulière des vulnérabilités et de gestion des correctifs.

Ce cadre doit être compatible avec les exigences du règlement DORA applicables aux entités financières.

- **3. Notification des incidents majeurs**

Le Titulaire s'engage à notifier sans délai à la CGLLS tout incident grave ou majeur susceptible d'avoir un impact sur la confidentialité, l'intégrité ou la disponibilité des services ou des données traitées.

Il fournit à la CGLLS un rapport d'incident précisant :

- la nature de l'incident,
- les impacts potentiels ou constatés,
- les mesures prises,
- les actions correctrices prévues ou mises en œuvre.

Cette notification intervient dans un délai maximal de 4 heures à compter de la détection de l'incident, suivie d'un rapport complet sous 5 jours ouvrés.

- **4. Auditabilité et contrôle**

Le Titulaire accepte que la CGLLS, ou tout organisme habilité agissant pour son compte, puisse auditer les conditions d'exécution du marché, notamment au regard de la conformité au règlement DORA.

À ce titre, il s'engage à :

- conserver et tenir à disposition les documents, journaux et traces d'activité liés à l'exécution du marché et aux prestations TIC,
- coopérer pleinement avec les autorités compétentes en cas de demande d'information ou de contrôle réglementaire,
- permettre l'accès aux locaux, systèmes, environnements et personnels concernés, dans le respect des règles de confidentialité.

- **5. Encadrement de la sous-traitance**

Toute sous-traitance de tout ou partie des prestations de l'accord-cadre doit faire l'objet d'un suivi régulier de la performance et des risques.

Le Titulaire demeure pleinement responsable vis-à-vis de la CGLLS de l'exécution des obligations contractuelles par ses sous-traitants.

- **6. Conformité et évolution réglementaire**

Le Titulaire s'engage à assurer une veille réglementaire concernant le règlement DORA et ses actes d'exécution ou lignes directrices, et à adapter en tant que de besoin ses dispositifs techniques, contractuels ou organisationnels.

Il garantit que ses pratiques sont conformes aux exigences applicables aux prestataires TIC critiques au sens du règlement DORA.

10 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Vérification des prestations

La vérification des prestations permet à la CGLLS de s'assurer que les services fournis sont conformes aux exigences techniques et fonctionnelles de l'accord-cadre. Les modalités de vérification varient selon le type de prestations concernées.

Type de prestation	Modalités de vérification
Prestations courantes ou continues Poste 2 : Maintenance corrective et adaptative, Poste 4 : Infogérance, Poste 5 : Hébergement	<i>Ces prestations, assurées de manière régulière, sont admises selon une procédure simplifiée.</i> Par dérogation aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC, elles ne font pas l'objet de vérification d'aptitude (VA) ni de vérification de service régulier (VSR) . L'absence de retour de la CGLLS vaut admission tacite sans nécessité d'établir un procès-verbal.
Prestations ponctuelles	<i>Ces prestations sont soumises à un processus de vérification formalisé.</i>

Type de prestation	Modalités de vérification
Poste 1 : Prestations de bascule, Poste 3 : Maintenance évolutive, Poste 6 : Réversibilité, Poste 7 : Exigences de sécurité, de résilience et de conformité réglementaire	Des opérations de VA et VSR sont prévues. Par dérogation aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC, les délais applicables sont précisés dans les bons de commande émis par la CGLLS. Ces vérifications donnent lieu, le cas échéant, à la rédaction d'un procès-verbal.

10.2 Décision après vérification des prestations

A l'issue des opérations de vérification, la CGLLS prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Les modalités d'admission varient selon la nature des prestations.

Type de prestation	Modalités d'admission
Prestations ne donnant pas lieu à VA/VSR Poste 2 : Maintenance corrective et adaptative, Poste 4 : Infogérance, Poste 5 : Hébergement	<i>Les prestations assurées de manière régulière sont admises de manière simplifiée.</i> Par dérogation aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC, le silence gardé par la CGLLS vaut admission tacite des prestations, sans établissement de procès-verbal.
Prestations ponctuelles Poste 1 : Prestations de bascule, Poste 3 : Maintenance évolutive, Poste 6 : Réversibilité, Poste 7 : Exigences de sécurité, de résilience et de conformité réglementaire	<i>Ces prestations spécifiques sont soumises à des vérifications préalables pour valider leur conformité.</i> Des opérations de vérification d'aptitude (VA) et de vérification de service régulier (VSR) sont réalisées. Par dérogation aux délais prévus au CCAG-TIC, les délais de vérification applicables sont précisés dans les bons de commande. L'admission est constatée par écrit , le cas échéant par procès-verbal.
En cas de réserves ou de non-conformité	Il sera fait application de l'article 34 du CCAG-TIC.

11 GARANTIE

Conformément à l'article 36 du CCAG -TIC :

- les corrections appliquées par le Titulaire dans le cadre de la maintenance corrective et adaptative font l'objet d'une garantie minimale de douze (12) mois,
- chaque évolution fait l'objet d'une garantie minimale de douze (12) mois à compter de la date de notification de la décision d'admission.

Le délai dont dispose le Titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est mentionné au point 4.2.3 du CCTP n°2026-01-02 de l'accord-cadre.

Garantie post-réversibilité :

La garantie s'applique aux corrections et évolutions livrées dans le cadre de l'accord-cadre, y compris après la phase de réversibilité.

Elle a pour objet d'assurer le maintien du caractère fonctionnel et conforme des livraisons, et est attachée à la qualité des livraisons, indépendamment de la conservation par le Titulaire sortant de moyens d'accès aux environnements.

La garantie couvre les corrections, évolutions validées, ainsi que les éléments techniques et documentaires associés.

Sont exclus les évolutions nouvelles, les modifications réalisées par le Titulaire repreneur et les incidents imputables à l'environnement, sauf défaut intrinsèque à la livraison.

Tout défaut relevant de la garantie fait l'objet d'une notification formalisée transmise par la CGLLS.

À l'issue de la phase de réversibilité, le Titulaire sortant n'intervient plus directement dans les environnements.

En conséquence, la garantie s'exécute par l'analyse des défauts, l'assistance technique et fonctionnelle, la fourniture de recommandations ou d'éléments correctifs exploitables, et la validation technique des corrections mises en œuvre par le Titulaire repreneur.

Les actions réalisées au titre de la garantie sont tracées et exécutées dans un cadre de coopération active entre la CGLLS, le Titulaire sortant et le Titulaire repreneur.

12 PENALITES

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, sauf si elle résulte d'un cas de force majeure ou encore si elle résulte du fait de la CGLLS, peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'ensemble des pénalités mentionnés au présent article sont cumulables. Les pénalités sont plafonnées à 50% du montant total HT du bon de commande de la prestation pour laquelle le manquement a été constaté.

Par dérogation aux articles 14.1.1 à 14.1.3 du CCAG-TIC :

- les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison de montant,
- les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités peuvent être appliquées sur la facture suivant la constatation des faits sanctionnés.

La CGLLS peut décider de renoncer à l'application des pénalités de retard.

12.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des délais contractuels de l'accord-cadre, la CGLLS peut appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant est calculé suivant la formule :

$$P = R \times 300$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité hors taxes

R = nombre de jours de retard calendaires.

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai d'exécution des prestations est expiré.

12.2 Pénalités pour indisponibilité

Le Titulaire notifie à la CGLLS la prise en compte de l'anomalie par mail. A compter de cette notification, par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des délais de rétablissement prévus à l'article 4.2.2 du CCTP n°2026-01-02, le Titulaire de l'accord-cadre encourt les pénalités suivantes :

Catégorie d'anomalies	Période de Maintenance Urgente		
	Délai de prise en compte de la demande de la CGLLS par le titulaire	Délai de rétablissement	Montant des pénalités
Anomalie bloquante	1 heure ouvrée	4 heures ouvrées	20 euros HT par heure ouvrée
Anomalie semi bloquante	2 heures ouvrées	8 heures ouvrées	15 euros HT par heure ouvrée
Anomalie mineure	4 heures ouvrées	10 jours ouvrés	20 euros HT par heure ouvrée

La période de maintenance urgente couvre trente (30) jours en février/mars, dix (10) jours en juin et dix (10) jours en novembre. Les dates de début de ces périodes sont communiquées au Titulaire dès la parution des arrêtés correspondants.

Catégorie d'anomalies	Période normale		
	Délai de prise en compte de la demande de la CGLLS par le titulaire	Délai de rétablissement	Montant des pénalités
Anomalie bloquante	4 heures ouvrées	Planifiée	10 euros HT par heure ouvrée
Anomalie semi bloquante	4 heures ouvrées	Planifiée	5 euros HT par heure ouvrée
Anomalie mineure	4 heures ouvrées	Planifiée	10 euros HT par heure ouvrée

Les corrections dont le rétablissement est indiqué comme « planifié » sont inscrites dans un plan d'actions, validé par la CGLLS en comité de suivi, et mises en œuvre dans un délai compatible avec la priorité de l'anomalie.

12.3 Pénalités applicables à la phase de réversibilité

Pénalités pour retard dans l'exécution de la phase de réversibilité

En cas de non-respect des délais contractuels de la phase de réversibilité, notamment le calendrier global de réversibilité, les jalons intermédiaires validés (transfert de connaissances, remise des livrables, fonctionnement en double, transfert de responsabilité), le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard calculée selon la formule suivante :

$$P = R \times 300$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité hors taxes

R = nombre de jours de retard calendaires.

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel ou le jalon validé est expiré.

Pénalités pour non-remise ou remise non conforme des livrables de réversibilité

En cas de non-remise, de remise partielle ou de remise non conforme des livrables de réversibilité prévus au CCTP (documentation, inventaires, plans, codes sources, scripts, procès-verbaux, etc.), le Titulaire encourt les pénalités suivantes :

100 euros HT par jour calendaire et par livrable manquant ou non conforme, jusqu'à remise complète et conforme, constatée par la CGLLS.

12.4 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Il sera fait, le cas échéant, application de l'article 14.3 du CCAG-TIC.

13 AVANCE

Une avance peut être accordée au Titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante mille (50 000) euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois (article R.2191-16 du Code de la commande publique).

Cette avance est égale :

- lorsque la durée d'exécution est inférieure ou égale à douze mois, à 5 (cinq) % du montant toutes taxes comprises du bon de commande,
- lorsque la durée d'exécution est supérieure à 12 douze mois, à 5 (cinq) % de douze fois le montant toutes taxes comprises de ce bon de commande divisé par la durée prévue pour son exécution exprimée en mois.

Si le Titulaire de l'accord-cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 10 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

Le Titulaire précise, dans l'acte d'engagement, s'il souhaite bénéficier de cette avance.

L'avance ne constitue pas un paiement définitif par l'acheteur. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial de la part forfaitaire. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre de règlement partiel définitif ou de solde.

Dans le cas d'un marché reconductible, une avance est versée au Titulaire pour chaque reconduction dans les mêmes conditions.

14 MODALITES FINANCIERES

14.1 Caractéristiques et contenu des prix

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

Le taux de TVA applicable est le taux légal en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées sur la base des prix hors taxes indiqués dans le bordereau des prix fourni en annexe n°1 de l'acte d'engagement n°2026-01-DFC :

- par application du prix global et forfaitaire pour les postes 1, 2, 4, 5 et 6,
- par application du coût journalier pour les postes 3 et 7.

Conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, les prix sont réputés complets : ils comprennent toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations ainsi que les frais généraux, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres et tous les frais annexes, incluant toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

14.2 Modalités d'application du prix forfaitaire annuel

Lorsque le bon de commande est émis pour une durée inférieure à deux (2) ans, les prestations relevant des postes 2, 4 et 5 sont rémunérées au prorata temporis sur la base du prix forfaitaire annuel de référence, tel que défini dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement ; le prix annuel est divisé par douze (12) afin de déterminer un montant mensuel de référence, puis, le cas échéant, toute

fraction de mois est facturée au prorata du nombre de jours calendaires effectivement exécutés, sur la base d'un trentième (1/30^e) du montant mensuel par jour.

14.3 Révision des prix

Les prix sont révisables à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre en fonction de l'indice « Syntec » par application de la formule suivante :

$$P = P_i (0,15 + 0,85 * S_1 / S_0)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé hors taxes,

P_i = prix de base (pour la première révision : prix initial hors taxes, puis prix révisé de la période précédente),

S₁ : valeur de l'indice Syntec publiée un mois avant la date de la notification initiale (ou de la dernière révision),

S₀ : valeur de l'indice Syntec publiée un mois avant la date de notification de l'accord-cadre.

Les prix sont révisés à la hausse ou à la baisse. Les montants obtenus sont arrondis au millième, et les calculs intermédiaires sont réalisés avec quatre décimales maximum.

En cas de modification ou de disparition officielle pendant la période d'exécution du présent marché, les parties conviennent de lui substituer l'indice préconisé par l'organisme qui a créé l'ancien indice, en utilisant le coefficient de raccordement qui s'y rattache.

Si aucun indice n'est prévu par l'organisme, les parties s'engagent à rechercher d'un commun accord un indice qui pourrait lui être substitué ayant des caractéristiques approchantes sans que l'application de ce nouvel indice n'entraîne un bouleversement de l'économie du marché. La mise en œuvre du nouvel indice sera notifié par un avenant.

14.4 Modalités de facturation et de paiement

Les prestations sont payées au Titulaire, selon les règles de la comptabilité publique, après admission des prestations et constatation du service fait et jugé conforme.

Le Titulaire doit transmettre ses factures de façon dématérialisée exclusivement sur le portail public de facturation Chorus Pro¹. Pour cela, le Titulaire ou le mandataire devra identifier le Code structure de la CGLLS (18009227200020) et renseigner le numéro de l'accord-cadre et, le cas échéant, le numéro du bon de commande ou d'engagement.

Conformément à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique, la demande de paiement (facture) doit comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- la référence du marché, le cas échéant, la référence du bon de commande,
- la désignation du payeur, avec l'indication du Code d'identification du service chargé du paiement,
- la date d'exécution des services,
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées,
- les prix unitaires des prestations réalisées,
- le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,

¹ La documentation afférente est consultable sur le site Communauté Chorus Pro dédié à la préparation de la facturation électronique : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- le cas échéant, les modalités de règlement,
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Le paiement fait l'objet d'un virement « SEPA » effectué sur :

- le compte du Titulaire mentionné à l'Acte d'Engagement ou sur le compte mentionné sur le RIB joint à l'Acte d'Engagement,
- ou, le cas échéant, sur le compte du mandataire mentionné à l'Acte d'Engagement ou sur le compte mentionné au RIB joint à l'Acte d'Engagement,
- ou, le cas échéant, sur les comptes mentionnés à l'Acte d'Engagement pour chaque cotraitant ou sur les comptes mentionnés aux RIB joints à l'Acte d'Engagement.

14.5 Modalités de paiements

1. Prestations réglées à l'achèvement après admission

Les prestations suivantes donnent lieu à un **règlement intégral**, après notification de la décision d'admission ou de validation du service fait :

- **Poste 1 – Prestations de bascule**
- **Poste 6 – Prestations de réversibilité**
- **Poste 7 – (Audit/Test) Exigences de sécurité, de résilience et de conformité réglementaire**

2. Prestations réglées périodiquement à terme échu

Les prestations suivantes donnent lieu à un **règlement trimestriel à terme échu**, sur la base de trimestres civils, à compter de la date de début d'exécution :

- **Poste 2 – Maintenance corrective et adaptative**
- **Poste 4 – Infogérance**
- **Poste 5 – Hébergement**

La première et la dernière échéance, lorsqu'elles ne couvrent pas un trimestre civil complet, sont facturées **au prorata temporis**, sur la base d'un trimestre de **90 jours calendaires**.

3. Prestations réglées par jalons

La prestation suivante donne lieu à un paiement fractionné selon les jalons suivants :

- **Poste 3 – Maintenance évolutive**
 - 60 % du montant hors taxes du bon de commande après notification de la décision de **vérification d'aptitude positive**,
 - 40 % du montant hors taxes après notification de la décision de **réception définitive** de la prestation.

4. Paiement du sous-traitant

Le paiement direct du sous-traitant est obligatoire dès lors que le montant des prestations sous-traitées atteint ou dépasse 600 € TTC.

Il s'effectue sur la base de pièces justificatives, visées par le Titulaire de l'accord-cadre, et transmises par ce dernier, conformément aux modalités prévues dans le contrat de sous-traitance.

Aucun paiement ne peut intervenir avant service fait.

Les règles de rédaction et de transmission des factures sont identiques à celles applicables au Titulaire.

5. Paiement des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre perçoit directement les sommes se rapportant aux prestations qu'il exécute.

En cas de groupement solidaire, le paiement s'effectue sur un compte unique géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition spécifique des paiements entre les membres, accompagnée de modalités précises de répartition.

14.6 Délai de paiement – Intérêts moratoires

Le règlement est effectué dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement, sous réserve qu'aucune anomalie ne soit relevée lors de sa vérification.

Le défaut de règlement dans les délais prévus fait courir de plein droit des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 (quarante-cinq) jours suivant la mise en paiement du principal.

14.7 Coordonnées bancaires du Titulaire

➡ Le Titulaire transmet un relevé d'identité bancaire (RIB) dans son offre.

Les coordonnées bancaires devront impérativement mentionner l'identifiant international de compte bancaire (IBAN + BIC/SWIFT).

En cas d'affacturage, le Titulaire doit impérativement informer la CGLLS du changement de RIB et périmètre des dépenses concernées par l'affacturage. Il adresse les éléments nécessaires au service Marchés publics de la CGLLS, par courrier électronique à l'adresse : marches.publics@cglles.fr

15 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément aux articles 43 à 46 du CCAG-TIC, les stipulations suivantes précisent le régime applicable aux droits de propriété intellectuelle attachés afférents aux prestations exécutées.

- **1. Résultats du marché**

Les livrables, documents, développements, scripts, configurations, outils, interfaces, correctifs, évolutions, documentations et, plus largement, tous les éléments produits, modifiés, adaptés ou réalisés par le Titulaire dans le cadre de l'exécution des bons de commande émis au titre du présent accord-cadre (ci-après les « Résultats »), deviennent la propriété exclusive de la CGLLS, au fur et à mesure de leur exécution.

Cette propriété s'étend à l'ensemble des supports, documents et fichiers livrés, quels qu'en soient la forme, le format, le langage ou le niveau de développement (code source, exécutable, commentaires, etc.).

- **2. Cession des droits patrimoniaux**

Le Titulaire cède à la CGLLS, à titre exclusif, l'intégralité des droits patrimoniaux afférents aux Résultats, produits dans le cadre de chaque bon de commande, notamment :

- le droit d'utiliser, reproduire, représenter, modifier, adapter, traduire, diffuser, éditer, distribuer, commercialiser, mettre à disposition ou céder tout ou partie des Résultats,
- par tous moyens, sur tous supports, formats, réseaux et systèmes d'information, existants ou à venir,
- pour tout usage, interne ou externe, public ou privé et dans toutes langues.

Cette cession est consentie pour la durée légale de protection des droits, pour le monde entier et sans contrepartie financière autre que le prix contractuel du marché.

- **3. Connaissances antérieures et logiciels tiers**

Les éléments appartenant au Titulaire ou à des tiers, créés antérieurement ou en dehors de l'exécution du marché (ci-après les « Connaissances antérieures »), restent la propriété de leurs titulaires respectifs.

Lorsque ces éléments sont nécessaires à l'exploitation des Résultats, le Titulaire s'engage à :

- en informer explicitement la CGLLS dans les documents d'exécution concernés,
- garantir que leur utilisation est compatible avec les droits cédés sur les Résultats,
- concéder à la CGLLS, à titre gratuit, une licence non exclusive, irrévocable, transférable, mondiale et pour la durée légale des droits, lui permettant d'utiliser, de reproduire, de modifier et d'exploiter ces éléments dans le cadre des finalités du marché.

En cas d'intégration de composants tiers, notamment sous licences open source, le Titulaire s'engage à respecter et à faire respecter les obligations qui en découlent, et à garantir leur compatibilité avec les conditions du présent article.

• 4. Garantie du Titulaire

Le Titulaire garantit :

- qu'il dispose de tous les droits nécessaires pour céder ou concéder les droits visés ci-dessus,
- que les Résultats ne contiennent aucun élément susceptible de porter atteinte aux droits de tiers (droits d'auteur, brevets, marques, etc.).

Il garantit la CGLLS contre tout recours, réclamation ou action en contrefaçon ou concurrence déloyale, et s'engage à prendre à sa charge tous frais, dommages et intérêts, indemnités ou condamnations y afférents.

16 CONDITIONS D'ARRET ET DE RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

16.1 Arrêt de l'exécution des prestations

A la fin de la période de transition (Poste 1), il sera fait, le cas échéant, application des dispositions de l'article 41 du CCAG-TIC.

16.2 Résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 47 et suivants du CCAG-TIC, à l'exception de l'article 51, ainsi que des dispositions du Code de la commande publique.

Résiliation pour motif d'intérêt général : par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, lorsque la CGLLS résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation égale à 3% du montant initial hors TVA de chaque bon de commande notifié, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

Le Titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de 15 (quinze) jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

17 DISPOSITIONS DIVERSES

17.1 Langue

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative au présent accord-cadre doit être rédigée en langue française.

17.2 Assurance

Le Titulaire atteste qu'il est détenteur d'une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel ou incorporel engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent accord-cadre ou les modalités de leur exécution.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-TIC, le Titulaire doit justifier avant tout début d'exécution de l'accord-cadre qu'il est en possession de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation indiquant le montant, l'étendue et la durée de la garantie, ainsi que l'attestation annuelle du paiement des primes.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CGLLS et dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la demande.

A défaut de production dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires à compter de la réception de la demande, l'accord-cadre pourra être résilié, conformément à l'article 50.1f) du CCAG-TIC.

17.3 Nantissement ou cession de créance

Le comptable assignataire des paiements est Monsieur l'Agent comptable de la CGLLS.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-55 du Code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Monsieur l'Agent comptable de la CGLLS.

En vue de nantir ou de céder la créance qu'il détient sur la CGLLS, le Titulaire peut réclamer une copie du marché dans les conditions prévues aux articles L.2191-8 et R.2191-46 à R.2191-53 du Code de la commande publique.

La demande est adressée au service Marchés publics par courrier électronique à l'adresse : marches.publics@cglis.fr

17.4 Modification de l'accord-cadre

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à la CGLLS les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir dans les plus brefs délais la CGLLS.

La CGLLS vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par la CGLLS est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, la CGLLS peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le Titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à la CGLLS par courrier électronique avec accusé de réception à l'adresse : marches.publics@cglis.fr

En cas de manquement, la CGLLS ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le Titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222 5 ou D.8222 7 ou D.8254 2 à D.8254 5 du Code du travail.

Si le Titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service" SIPSI "du ministère chargé du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R.1263-7 du Code du travail,

- une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L.1264-1, L.1264-2 et L.8115-1 du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

18 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, la CGLLS agit en qualité de responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD).

Le Titulaire agit en qualité de sous-traitant au sens du RGPD, pour le compte et sur instruction documentée de la CGLLS.

Les traitements sont effectués pour la durée strictement nécessaire à l'exécution de l'accord-cadre, y compris les phases de réversibilité et de garantie post-réversibilité.

1. Description du traitement de données à caractère personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de la CGLLS les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du présent accord-cadre.

Les prestations confiées au Titulaire peuvent impliquer des traitements portant notamment sur :

- des données d'identification et de contact des utilisateurs,
- des identifiants et habilitations applicatives,
- des journaux techniques, traces et historiques d'actions,
- des données contenues dans les sauvegardes et environnements de test.

Les traitements sont effectués pour la durée strictement nécessaire à l'exécution de l'accord-cadre, y compris les phases de réversibilité et de garantie post-réversibilité.

2. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de la CGLLS.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

a) Sous-traitance des activités de traitement

Le Titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit la CGLLS de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. La cglis dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si la CGLLS n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de la CGLLS. Il appartient au Titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le Titulaire demeure pleinement responsable devant la CGLLS de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

b) Droit d'information des personnes concernées

Le Titulaire fournit, pour le compte de la CGLLS et sur instruction documentée de celle-ci, l'assistance nécessaire à la mise en oeuvre de l'information des personnes concernées. La formulation et le format de l'information sont validés préalablement par la CGLLS.

c) Exercice des droits des personnes

Le Titulaire aide la CGLLS à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@cglis.fr

d) Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie à la CGLLS toute violation de données à caractère personnel dont il a connaissance, **sans délai et au plus tard dans un délai de vingt-quatre (24) heures**, par courrier électronique avec accusé de réception à la déléguée à la protection des données de la CGLLS à l'adresse suivante : dpo@cglis.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la CGLLS, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée, sans retard indu.

Après accord de la CGLLS, le Titulaire communique, au nom et pour le compte la CGLLS, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

e) Aide du Titulaire dans le cadre du respect par la CGLLS de ses obligations

Le Titulaire aide la CGLLS pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

f) Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le Titulaire s'engage à mettre en oeuvre des **mesures techniques et organisationnelles appropriées**, destinées à assurer un **niveau de sécurité adapté aux risques**, conformément à l'article 32 du règlement (UE) 2016/679.

Ces mesures sont définies et mises en œuvre **en tenant compte de l'état de l'art, des coûts de mise en œuvre, de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement**, ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie pour les droits et libertés des personnes physiques.

À ce titre, et **le cas échéant**, ces mesures peuvent notamment inclure :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- des moyens visant à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes et des services de traitement,
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident,
- une procédure visant à tester, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles mises en œuvre.

Les mesures mises en place par le Titulaire sont **proportionnées aux risques identifiés** et peuvent être adaptées dans le temps afin de tenir compte de l'évolution des menaces, des technologies et des exigences réglementaires.

g) Sort des données à caractère personnel

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

h) Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la CGLLS comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de la CGLLS,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique, une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

i) Documentation

Le Titulaire met à la disposition de la CGLLS, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par la CGLLS ou un autre auditeur qu'elle a mandaté, et contribuer à ces audits.

3. Obligations de l'acheteur

La CGLLS s'engage à :

- fournir au Titulaire les données visées au point 1 « Description du traitement de données à caractère personnel »,
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

19 DROIT APPLICABLE - LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre la CGLLS et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

La CGLLS et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de différend ou de litige qui naîtrait lors de l'exécution du présent contrat, la saisine du Comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics est obligatoire. Cette saisine devra être effectuée soit par le Titulaire, soit par la CGLLS.

Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des litiges de Paris
Préfecture de la région Île-de-France - Préfecture de Paris
Direction des affaires juridiques
5, rue Leblanc 75911 Paris cedex

Tél. : 01 82 52 42 72 / Fax : 01 82 52 42 95 Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

Dans le cas où un accord amiable ne peut intervenir, les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative :

Tribunal Administratif de Paris
7 Rue de Jouy 75181 Paris CEDEX 04
Tél. (+33) 1 44 59 44 00 / Fax (+33) 1 44 59 46 46 Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

20 LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Article du CCAP	Article(s) du CCAG-TIC concerné(s)	Objet de la dérogation
Article 3	Articles 4.1 et 4.2	Ordre de priorité des pièces contractuelles
Article 6.2	Article 3.4.3	Remplacement des intervenants
Article 7.2	Article 3.7.2	Modalités de notification et d'émission des bons de commande
Article 10.1	Articles 29 à 32	Opérations de vérification des prestations
Article 10.2	Articles 33 et 34	Décisions après vérification des prestations
Article 12	Articles 14.1.1 à 14.1.3	Pénalités de retard
Article 12.2	Article 14.2	Pénalités pour indisponibilité
Article 16.2	Article 51	Conditions de résiliation du marché
Article 17.2	Article 9	Assurance

21 ANNEXE

Annexe 1 : DJC – Secret fiscal – Règles générales relatives au secret professionnel

Fin du document